

Mémoire présenté dans le cadre de la Consultation publique sur le développement durable de la production porcine au Québec par le Bureau d'audiences publiques en environnement par :

## **Les AmiEs de la terre de Québec**

Collectif du Comité écologie, environnement et santé :

**Valérie Bélanger  
Céline Lapointe  
Sophie Savard  
Renaud Blais**

17 février 2003

## **Table des matières**

- 1 - Présentation des AmiEs de la Terre de Québec**
- 2 - Explication de notre intérêt à participer à cette audience du Bape**
- 3 - Avant-propos**
- 4 - Contexte : le néolibéralisme en voie de se mondialiser**
  - 4.1 - Déréglementation : moins de normes pour plus de profits
  - 4.2 - Privatisation : plus de secteurs où le privé peut investir
  - 4.3 – Démantèlement des fonctions protectrice de l'État : plus de pouvoir au privé
  - 4.4 - Assujettir l'agriculture aux lois du marché et la logique des avantages comparatifs
  - 4.5 - L'industrialisation de l'agriculture : uniformiser chaque partie de la chaîne
  - 4.6 - Spécialisation : monocultures, super-élevages et exportations
  - 4.7 - Intensification : produire toujours plus avec un maximum de profit
  - 4.8 - Concentration : fusions et faillites
  - 4.9 - L'externalisation des coûts environnementaux : des profits sur le dos des écosystèmes
- 5 - De la porcherie à l'assiette : impacts de la production porcine sur l'environnement et la santé humaine**
- 6 - L'agriculture écologique : une alternative, le biologique**

## 1 - Présentation des AmiEs de la terre de Québec

Les AmiEs de la terre de Québec (ATQ) est un mouvement *d'écologie sociale*. Notre analyse va au-delà d'une simple dénonciation des impacts du « prédateur humain » sur l'environnement. *L'écologie sociale* cherche les racines de la crise, ce qui nous mène sur les voies économiques mais aussi politiques, culturelles et spirituelles. *L'écologie sociale* propose une approche globale à la recherche d'alternatives radicales (à la racine).

Les AmiEs de la terre de Québec œuvrent à la promotion d'une société écologiste depuis 1978. Nous sommes actives et actifs en défense collective de droits et en éducation populaire autonome. Nous regroupons quelques 400 membres dans la région de Québec; plusieurs s'impliquent dans différents comités thématiques et collectifs de réflexion, participent à nos activités d'éducation populaire, consultent notre centre de documentation, participent à l'élaboration et/ou écoutent notre émission de radio hebdomadaire, reçoivent nos bulletins de liaison, etc.

## 2 - Explication de notre intérêt à participer à cette audience du Bape

Les membres des AmiEs de la terre de Québec sont grandement préoccupés par le développement industriel de la production porcine au Québec.

Notre Comité paix, environnement et mondialisation propose de la resituer dans son contexte et dégage des enjeux de cette production qui porte à réfléchir ;

Notre Comité eau se préoccupe grandement des impacts sur cette ressource vitale et hautement menacée ;  
Notre Comité environnement, écologie et santé s'inquiète particulièrement de ces conséquences sur les écosystèmes et sur la santé humaine.

Nous vous proposons donc dans ce mémoire de vous livrer le fruit de notre réflexion, à la lumière de nos expériences et connaissances diverses.

## 3 - Avant-propos

À la lecture de ces lignes, vous comprendrez vite que **nous considérons impossible le développement durable de la production porcine**, ce qui invalide en quelque sorte la raison d'être même de ce Bape. Nous avons néanmoins choisi d'y participer, croyant important de nourrir le débat de nos positions radicales. Fidèles à nos principes écologistes, nous questionnons les fondements mêmes de la crise qui entoure l'élevage porcin au Québec, plutôt que de chercher à proposer des technologies alternatives pour en amoindrir les effets néfastes. Ainsi nous critiquons non seulement cette production mais le phénomène global dans lequel elle s'insère, soit l'industrialisation de l'agriculture dans un contexte de globalisation. Nous avons donc choisi de vous expliquer d'abord notre opposition à ce système économique mondial, qui influence la production québécoise et entraîne l'agriculture dans une direction très dangereuse. Nous verrons d'ailleurs dans un deuxième temps quelques conséquences concrètes de l'industrie porcine au Québec. Et pour finir positivement nous vous présenterons des alternatives qui sont quant à nous inévitables pour que se dessine un essentiel virage écologique en campagne.

## 4 - Contexte : le néolibéralisme en voie de se mondialiser

Le néolibéralisme se concrétise par l'application de diverses politiques ;

### 4.1 - Déréglementation

Partout dans le monde, on élimine les règlements qui nuisent aux profits des entreprises privées. Par exemple au Québec, avec le nouveau Règlement sur les exploitations agricoles, on diminue les distances d'épandage près des cours d'eau de 30 à 3 mètres.

### 4.2 - Privatisation

Phénomène aussi mondial, on transfère au secteur privé des produits, ressources ou services qui appartenaient au domaine public et aux communautés. Par exemple au Mexique on a éliminé de la constitution du pays l'article

qui assurait un droit d'usage des communautés paysannes de terres publiques. Des entreprises, surtout états-uniennes, on acheté ces terres, enlevant à des millions de familles paysannes leur moyen de subsistance.

#### **4.3 - Démantèlement des fonctions protectrices de l'État**

On coupe dans les dépenses publiques en santé, éducation, environnement. Au Québec depuis 15 ans, le ministère de l'Environnement a été particulièrement charcuté. Et lorsque le législateur a choisi de concéder aux agriculteurs le **Droit de produire** il a fait d'eux, des maîtres incontestables en zone verte, dont le pouvoir est démesuré par rapport aux communautés et aux municipalités.

Ces politiques néolibérales ne recherchent aucunement le bénéfice des communautés locales, mais favorisent exclusivement l'élite politique et économique. Ce phénomène de durcissement du capitalisme s'observe partout dans le monde. C'est la première étape de la stratégie des élites au pouvoir d'orienter la mondialisation à leur profit exclusif, soit l'expansion de l'économie de marché néolibérale.

#### **4.4 - Assujettir l'agriculture aux lois du marché et la logique des avantages comparatifs**

Si en campagne on est plus conscient du processus de la semence à l'assiette, en ville on ignore à peu près tout de l'origine de nos aliments et des enjeux agricoles. Pourtant manger est un besoin fondamental, qui nous fournit l'énergie essentielle à notre fonctionnement. Manger devrait nous rappeler quotidiennement que nous sommes partie intégrante de la nature, nous faire prendre conscience des différents cycles à l'intérieur desquels nous évoluons. Cependant dans une société où la nourriture perd de sa valeur, autant symbolique que nutritive, la malbouffe a le champ libre pour faire ses désastres et nous empoisonner.

Une théorie économique très en vogue veut que produire en grand nombre la même chose est plus efficace que de produire un grand nombre de chose en petite quantité. Plus récemment dans l'histoire, on pousse plus loin cette théorie économique en la transposant sur une plus grande échelle : ce ne sont plus les usines et les fermes qui se spécialisent, mais des régions entières. On promet ainsi des « économies d'échelle » afin de « devenir concurrentiel sur les marchés mondiaux ». Ainsi chaque pays devraient spécialiser sa production et tirer profits « d'avantages comparatifs ». Un autre principe économique populaire prétend que les profits de la vente de denrées à d'autres permettent ensuite d'acheter tout ce dont le pays a besoin. Par exemple, « l'autosuffisance alimentaire » signifie maintenant qu'un pays doit avoir assez d'argent pour acheter de la nourriture, plutôt que de la produire lui-même. On incite donc les pays du sud à produire pour exporter, en prétendant que l'argent qui entrera au pays permettra à la population d'augmenter son niveau de vie. Mais rien n'est plus faux. Ces prétentions de soit disant « théories économiques » appartiennent beaucoup plus à des propos idéologiques abondamment diffusés et répétés à satiété par une presse fidèle et complice, qu'à de véritables théories économiques mises à l'épreuve. En fait ce ne sont pas des pays qui échangent des produits, mais des compagnies privées qui investissent comme elles veulent, où elles veulent. Elles contribuent à enrichir davantage une minorité de riches qui n'ont absolument pas comme objectif de permettre à des populations d'avoir accès à l'abondance tant promise. Les entreprises qui ont les moyens d'exporter leur production appartiennent toujours à la même minorité, « d'investisseurs internationaux » et quelques fois aux élites locales.

Chaque jour, 80,000 personnes meurent de faim et 800 millions souffrent de la faim. Ces être humains sont victimes d'une guerre honteuse, la guerre alimentaire. Il faut dire que les humains ont assujetti l'alimentation, pourtant fondamentale, aux lois du marché et du libre-échange. L'agriculture n'échappe donc pas à ce grand rêve de l'élite états-uniennne, hautement masculine, de voir se mettre en branle une immense chaîne de montage panaméricaine. Pour atteindre cet objectif, jamais explicitement exprimé, on impose le même modèle d'agriculture industrielle partout dans les Amériques. Puis on spécialise, concentre et intensifie la production, la rendant plus homogène. Pour couronner le tout, quelques compagnies tentent de contrôler les marchés des semences, des terres, de la transformation et de la distribution. Cette concentration incroyable du pouvoir, ou du capital, entre les mains de quelques énormes propriétaires terriens ou, ici au Québec propriétaires de méga-porcheries, hauts

fonctionnaires et politiciens, quelques grandes compagnies agroalimentaires, compagnies pharmaceutiques, de biotechnologies, de produits chimiques, ou de tout ça à la fois; entraîne des bouleversements partout dans les Amériques, et particulièrement au Sud. Ce qui nous permet d'affirmer que le contrôle de l'alimentation sera un des enjeux majeurs du siècle qui débute.

L'ambition de ces « maîtres » du monde ne s'arrête pas là : on souhaite ficeler le tout par des accords de libre-échange, afin de s'assurer que ce pouvoir reste concentré et même augmente dans les mains de l'élite en cravate.

#### **4.5 - Les conséquences de la globalisation sur l'agriculture**

L'agriculture québécoise s'insère dans un marché mondial et s'inscrit dans la logique du capitalisme sauvage qui domine actuellement la planète et dont les États-Unis sont les principaux promoteurs. Voyons cette fameuse recette de rationalisation qu'on applique partout dans les Amériques pour s'assurer de l'homogénéité de l'agriculture qui facilitera ensuite la création d'un énorme marché panaméricain.

#### **4.6 - Spécialisation**

La finalité de l'agriculture qui devrait être de nourrir la population a été complètement détournée. Il n'est plus question d'avoir une agriculture diversifiée pour subvenir au besoin de la famille et de vendre les surplus dans la communauté. Chaque ferme doit se concentrer sur la production d'un nombre très restreint de denrées et vendre celles-ci, souvent sans les transformer, à des distributeurs qui écoulent leur produits sur des marchés de plus en plus éloignés. De nombreux pays sous les pressions du FMI, et autres institutions du même acabit misent sur pied par ces prédateurs de richesses collectives, ont dû transformer la vocation de leur meilleures terres à des fins d'exportation. La conséquence est simple, les pays soumis partout dans le monde n'arrivent plus à nourrir leur propre population.

Au Québec la même logique règne en maître. En mars 1998, lors du Sommet agroéconomique de Sainte-Hyacinthe, le gouvernement québécois a convoqué les hautes instances agricoles de la Province pour baliser l'agriculture des cinq ans à venir. Le seul objectif à l'issue de cette rencontre : « doubler la valeur des exportations agricoles d'ici cinq ans ». Deux productions sont particulièrement visées par cet objectif ; le maïs et le porc, deux productions complémentaires et très polluantes. Il faut dire que le Québec, avec une population de porcs supérieure à celle des humains, plus de 8 millions de têtes produites en 2002, ressemble à une véritable « république de cochons »...

#### **4.7 - Intensification**

L'agriculture productiviste, imposée par les règles du « marché mondial », recherche systématiquement l'accroissement de la productivité pour une rentabilité accrue. Les techniques et la rationalisation scientifique ont établi une brèche profonde entre humain et animal, et entre humain et végétal. L'animal est devenu une machine à transformer de la protéine végétale en protéine animale. La terre est devenue un simple outil de travail, un capital naturel immobilisé dont on attend un rendement financier.

Sur une ferme traditionnelle on peut observer un cycle : culture de céréale pour nourrir le bétail, qui produit du fumier comme fertilisant organique qui retourne nourrir la terre, etc. Maintenant on assiste à la prolifération des élevages de type hors-sol, qui, pour nourrir les bêtes importent à la ferme des céréales qui ont fait des milliers de kilomètres. Et une fois engraisées, ces bêtes font des dizaines de kilomètres pour se rendre à l'abattoir, puis la viande parcourt à son tour des milliers de kilomètres pour terminer dans l'assiette d'états-uniens, de japonais, etc.

L'élevage intensif engendre une augmentation d'utilisation d'hormones de croissance et d'antibiotiques, en Amérique du nord, 50% des antibiotiques produits sont destinés à l'agriculture<sup>1</sup>. Les agriculteurTRICES deviennent des clients captifs de produits chimiques très coûteux. Même logique concernant l'équipement mécanique, qui s'apparente de plus en plus à de véritables armes et engins de guerre. Les agriculteurTRICES se retrouvent surendettéEs, junkys de produits chimiques et dépendantEs de la machinerie lourde.

#### 4.8 - Concentration

En 1951, suite au Rapport Héon, le gouvernement québécois a délibérément décidé de faire disparaître 100,000 fermes familiales jugées inaptes pour permettre au 40,000 autres d'accélérer leur modernisation et de soutenir la compétition sur les marchés mondiaux. En 1950, le Québec comptait 134 000 fermes. En 1999, on n'en dénombre plus que 36 000<sup>2</sup>. On a éliminé les premières avec les mêmes moyens qu'on utilise aujourd'hui pour soutenir les 30,000 fermes restantes ; soutient à la consolidation et la concentration avec des seuils d'admissibilité élevés et aucune modulation aux divers programmes d'aide et de financement. Des quotas en vente libre, un monopole syndical, le zonage agricole et le fameux « droit de produire » qui permet aux agriculteurs de régner en maître dans les zones vertes, ne sont que les plus évident d'entre eux. De plus, certaines exigences sanitaires et techniques ciblées rend la production artisanale illégale et/ou non conforme.

Les fusions des grandes entreprises et les faillites des petites s'observent partout dans les Amériques. Aux États-Unis, quatre gros joueurs contrôlent 82% de la production du bœuf, 75% du porc et 50% du poulet<sup>3</sup>. Deux compagnies (Cargill et Continental grain) contrôlent 50% du marché des céréales<sup>4</sup>. Ce phénomène s'observe non seulement au niveau de la propriété de la terre et des installations agricoles, mais aussi au niveau de l'abattage des bêtes, du commerce au détail, de la production et la vente des produits agrochimiques, seulement 20 compagnies contrôlent 94% du marché mondiale des agrochimiques<sup>5</sup>, etc.

#### 4.9 - L'externalisation des coûts

Le principe d'externalisation des coûts sociaux et environnementaux est un des points centraux permettant aux entreprises d'encaisser des profits sur le dos des écosystèmes. On permet aux compagnies privées de piller des ressources naturelles et aux agriculteurs d'intensifier leur production sans les obliger à tenir compte de l'eau, du sol, de la biodiversité et de la fragilité du milieu qu'ils exploitent. Actuellement, les risques et les frais que représentent les conséquences du productivisme agricole, dirigé par le seul désir du profit maximal des exploitants, sont assumés par les écosystèmes et population, non pas par l'industrie. La récente Politique nationale de l'eau et les promesses du Premier ministre Landry faites aux agriculteurs lors de la Foire des villages de janvier dernier, démontre éloquemment le choix sans équivoque du gouvernement du Québec de continuer à financer, avec les impôts de touTEs les QuébécoisES, exclusivement l'agriculture productiviste, au profit d'une minorité déjà opulente.

#### 5 - De la porcherie à l'assiette : impacts de la production porcine sur l'environnement et la santé humaine

Victime d'une course effrénée contre la montre, les citoyenNEs, de plus en plus réduit au rôle de consommateurs font rarement le lien avec les méthodes de production et la qualité de ce qu'ils mangent. Dans les super-marchés de l'abondance, nous oublions que les produits comme la côtelette ou le jambon tout rose que nous achetons à bon compte proviennent d'une agriculture industrielle subventionnée par nos impôts. Citoyens et consommateurs, nous ne voyons pas les impacts de cette industrialisation sur l'eau, le sol, l'air, donc notre santé.

---

<sup>1</sup> L'effet bœuf, l'inquiétant pouvoir des géants de l'industrie alimentaire, film de Carmen Garcia, ONF, 1999

<sup>2</sup> La problématique de la pollution agricole, ses impacts sur la santé des cours d'eau et sur la santé humaine, mémoire déposé au BAPE sur la gestion de l'eau par l'Union St-Laurent Grands lacs et le Mouvement vert Mauricie, octobre 1999

<sup>3</sup> Revue le Coopérateur, janvier 2001

<sup>4</sup> Shiva Vandada, Le terrorisme alimentaire, comment les multinationales affament le tiers-monde, Fayard, 2001

<sup>5</sup> Shiva, idem

Il suffit pourtant de courtes visites à la campagne pour y déplorer la dégradation de la qualité de vie de nombreux villages. On transforme des bâtiments de ferme en entrepôts pour les besoins des élevages industriels de porcs et autres bétails. Les animaux quittent les champs pour faire place à des monocultures intensives et au lisiers...

Bien que quelques municipalités et propriétaires s'enorgueillissent de posséder ces méga-fermes ou industries qui valent des millions, cette situation ne va pas sans provoquer de sérieux conflits de cohabitation. Il est de plus en plus périlleux d'habiter près de ces industries. Les senteurs, l'eau, le sol, le paysage, tout est affecté. Les résidents voient la valeur de leurs maisons dégringoler. Les vacanciers qui ont envie de retrouver la nature saine et paisible sont lésés. Adieu les activités récréo-touristiques et l'argent qu'elles pourraient rapporter. Les agro-industriels sont rois et uniques maîtres de nos campagnes.

Ce modèle productiviste importé au Québec pour l'agriculture et les porcheries en particulier génère des coûts sociaux et environnementaux qui n'ont jamais été mesuré convenablement. Référons-nous aux réponses plus qu'évasives des experts invités par ce BAPE pour nous en convaincre. Et, si on prend le temps d'en analyser le rendement économique, il est de plus en plus aléatoire. Ce type d'élevage est subventionné, les propriétaires de ces fermes sont fortement endettés à moins de sacrifier leur autonomie au profit du système d'intégration.

Le problème vient de la multiplication des élevages industriels qui, par nature comportent un ensemble de pratiques qui ont des conséquences graves à court et à long terme sur la santé des animaux et des humains.

L'activité la plus nuisible, tant au niveau social qu'environnemental est l'élevage du porc. Les mégas fermes d'élevages rendent impossible un traitement écologique des fumiers liquides. Le caractère polluant du lisier est très bien établi par le nombre incroyable de puits et de cours d'eau contaminés au Québec, particulièrement dans Chaudière-Appalaches.

Le mauvais état de santé des animaux, entassés sans sortie extérieure dans des bâtiments où l'air est contaminé, **ne garantit pas un aliment de qualité** et nécessite :

l'utilisation de nombreux médicaments, notamment des antibiotiques comme stimulant de croissance, dont les conséquences pour les humains ne font que pointer leur nez;

l'utilisation de farines carnées, comme source de protéines, contraire au principe de précaution, et facteur déterminant dans l'apparition de la maladie de la vache folle;

l'utilisation du maïs dans l'alimentation des porcs (OGM en grande majorité).

Plusieurs études ont démontré que les personnes qui travaillent dans les porcheries et vivent dans leur entourage souffrent de maladies respiratoires plus que les autres<sup>5</sup>. En fait, plus de 50% des entreprises porcines produisent essentiellement pour l'exportation et sans avoir des superficies d'épandage capables d'assurer la sécurité des cours d'eau et donc de la santé publique elle-même. Les agriculteurs n'ont aucun incitatif pour utiliser des techniques moins dommageables pour l'environnement ou la population, telle la gestion sur fumier solide plutôt que liquide, ce qui éliminerait les problèmes d'odeur, de contamination de l'eau et de surplus de purin.

Pourtant, le ministère de la Santé publiait déjà, en 1996, une étude portant sur les **risques pour la santé publique, d'un développement non contrôlé de la production porcine au Québec**: « Un tel développement peut, s'il n'est pas balisé, comporter des risques pour la santé humaine. La contamination de l'eau de consommation représente le risque qui, d'un point de vue de la santé publique, reste le plus préoccupant. Une augmentation de la pollution d'origine agricole pourrait avoir un effet désastreux sur la qualité de l'eau potable au Québec et augmenter de façon très appréciable les coûts de sa protection. Selon le degré et le temps d'exposition, les contaminants d'origine agricole constituent des risques pour la santé humaine qui vont d'une

---

<sup>5</sup> Rapporté dans : Pour des paysans libres, Union paysanne, 2e Congrès national, 2002 p.151.

simple gastro-entérite à l'apparition de divers cancers. Environ 40% des puits privés seraient contaminés soit par les nitrates, par les pesticides ou par les micro-organismes.»<sup>6</sup>

Déclinée sur le même thème, Hélène Rousseau (1995) disait : « La contamination atteint une telle ampleur dans certaines municipalités que l'arrêt de l'utilisation des sources d'approvisionnement en eau à des fins de consommation humaine a été nécessaire.»<sup>7</sup>

Combien il est ironique de constater que les ministères de l'Environnement et de l'Agriculture font la sourde oreille aux dangereux constats de ces études commandées par leur propre gouvernement, particulièrement celles du ministère de la Santé. Et comme si ce n'était pas suffisant, le rapport de 1996 du Vérificateur général du Québec, p.48, mentionne que plus de 10 300 exploitations agricoles fertilisent les sols à l'excès et qu'elles produisent des rejets importants de polluants qui causent la dégradation des cours d'eau. Le MAPAQ n'a entrepris aucune action particulière auprès d'elles. En outre, le MAPAQ et d'autres organismes leur ont versé, en 1994, des subventions totalisant 159,5 millions de dollars sans la moindre exigence environnementale. Ainsi, 157 municipalités seraient en surplus si l'on considère que les producteurs acceptent d'utiliser les fumiers et les lisiers excédentaires sur 30% de leurs surfaces disponibles.»

Devant toutes ces preuves accablantes, on se demande quels sont les intérêts de nos gouvernements d'endosser un tel type d'agriculture qui exige toujours plus d'expédients et d'interventions pour en corriger les méfaits à la chaîne? En ce qui concerne le consommateur, il aura beaucoup à faire pour se nourrir correctement. L'information accessible est souvent contradictoire et presque toujours noyée dans la propagande et la publicité. Cela en fait un citoyen-consommateur confus, pressé de consommer toujours plus, sorte de récompense au produire toujours plus.

Plusieurs experts et scientifiques nous rappellent le choix judicieux d'une agriculture à dimension humaine. E.F. Schumaker, économiste et créateur du concept de la technologie intermédiaire écrit : « d'ores et déjà, il est d'une terrible évidence que le grand système auto-équilibré de la nature, connaît à certains égards et en des points spécifiques, un déséquilibre de plus en plus fort... L'idée d'une croissance économique illimitée, la politique du « davantage, toujours davantage » doit être sérieusement remise en question, au moins sur deux points : la disponibilité des ressources de base et la capacité de l'environnement à résister au degré d'interférence que cette croissance suppose qu'au lieu de chercher l'industrialisation et la dépersonnalisation de l'agriculture, la concentration, la spécialisation, la mécanisation à grande échelle, l'utilisation à outrance des produits chimiques et toute forme de gaspillage matériel susceptible d'économiser la main-d'œuvre qui rend impossible le contact réel de l'homme avec les vérités révélées par les processus vivants de la nature. L'une d'elles est la loi du retour ; une autre, la diversification qui va à l'encontre de toute sorte de monoculture. En conséquence, l'univers étendu de l'homme, loin de se trouver humanisé par les activités agricoles de celui-ci, devient d'une tristesse uniforme, ou sombre même dans la laideur.»<sup>8</sup>

De même, le scientifique Hubert Reeves passionné et inquiet sonne l'alarme. « C'est un peu mon devoir de faire connaître la réalité aux gens. La première chose qu'il faut savoir, c'est d'abord s'il y a le feu chez vous. Beaucoup de gens ne sont pas au courant de la situation, pour eux c'est *business as usual*, alors je leur dis: attention, les

---

<sup>6</sup> Une étude du ministère de la Santé et des services sociaux du Québec (MSSS) Direction générale de la santé publique 1996. Les risques pour la santé publique d'un développement non contrôlé de la production porcine au Québec. Résumé 11p.

<sup>7</sup> Rousseau, Hélène. 1995 « Les contaminants chimiques de l'eau brute ou issus des canalisations du réseau de distribution. . In *Air intérieur et eau potable*, sous la direction de Pierre Lajoie et Patrick Levallois, p.221-243. Sainte-Foy: Les Presses de l'université Laval (Mémoire, Bape mouvement vert Mauricie p.31)

<sup>8</sup> E.F. Schumacher, Une société à la mesure de l'homme, pp.30-31, 116-117. Small is beautiful

voyants sont au rouge » Dans la communauté scientifique, il y a de tout, des scientifiques conscients des enjeux moraux et d'autres qui ne le sont pas du tout et sont prêts à mettre leur savoir au service du pouvoir. »<sup>9</sup>

## **6 - L'agriculture écologique : une alternative, le biologique**

Le développement accéléré de la production de viande de porc au Québec, à cause de son objectif d'exportation, se situe dans un contexte international où les grands organismes comme le FMI, la Banque mondiale et l'OMC sont des acteurs incontournables. Ces organismes incarnent et font la promotion des intérêts des transnationales et des capitaux mondialisés avec l'aide du plus grand « lobby » jamais mis sur pied par l'espèce humaine, l'Administration et le gouvernement des ÉU d'Amérique.

Il devrait être très simple de comprendre que pour les citoyenNEs du monde qui souhaitent vivre selon les lois de la nature et non pas les lois du marché déifié, « il y a un os » de grande taille et très robuste. Comme le « libre-marché » divinisé demande de la viande de porc, de nombreux producteurs agricoles du Québec se sont convertis à la production porcine. Cette production à très grande échelle selon des techniques industrielles très efficaces ne tient aucunement compte des impacts qu'elle a sur les écosystèmes.

Les inconvénients et désavantages de la production de viande de porcs de façon industrielle sont éloquentes. Les avantages pour l'air que nous respirons, pour l'eau que nous buvons, pour les céréales, fruits, légumes, légumineuses et viandes que nous mangeons seraient considérables si lors de la production de ces divers éléments les RÈGLES ÉLÉMENTAIRES DE LA NATURE avaient été respectées. Ces inconvénients bien réels et avantages « devenus presque virtuels » concernent TOUT HABITANT DE NOTRE « PETITE PLANÈTE BLEUE ».

Les alternatives à l'agriculture industrielle seraient simples à mettre en œuvre n'eut été des intérêts financiers en cause. Les intérêts immédiats de nos industriels-producteurs-agricoles additionnés de l'aspect « augmentation du PIB » et « balance commerciale positive » très favorablement considérées par nos gouvernements quelle que soit leur couleur, sont des freins extraordinairement efficaces devant les projets de réorientation de la production agricole du Québec. Si la survie de l'espèce humaine n'était pas en cause à moyen et à long terme, il serait plus simple de laisser tomber.

Bien des gens l'ont compris, en nombre limité depuis longtemps, elles et ils ne souhaitent plus s'empiffrer de « malbouffe » et cherche à se procurer par une filière parallèle des produits alimentaires sains. Certains recherchent à produire elles/eux-mêmes leurs principales denrées alimentaires. Voilà pourquoi les produits biologiques sont apparus dans nos vies progressivement. Comme cette « filière parallèle » est devenue le seul rempart relativement fiable les citoyenNEs qui ont un intérêt pour leur qualité de vie, plus qu'à court terme, en nombre croissant elles et ils se tournent vers ses produits.

La seule alternative qui reste au citoyenNE éclairéE d'influencer et d'inverser ce processus est d'adopter le mode alimentaire végétarien ou de réduire considérablement sa consommation de viande. Les citoyenNEs qui veulent respecter leur nature omnivore et permettre de maintenir l'équilibre écologique et économique de la planète sont malheureusement encore peu encouragés en ce sens par nos diverses administrations publiques.

La production de denrées alimentaires selon les règles et critères développés par nos divers certificateurs BIOLOGIQUES, malgré la demande grandissante des citoyenNEs, n'est certainement pas facilitée par le gouvernement de tous les QuébécoisES. Pour illustrer cette affirmation il suffit de savoir que la cotisation à l'unique syndicat agricole peu être soustraite de l'impôt à payer par nos agriculteurs tandis que les frais de certification des producteurs biologiques ne le sont pas. À quelques détails près, les différents programmes d'aide financière, AVEC DE L'ARGENT PUBLIQUE, destinés à la production agricole ont tous des minimums de

---

<sup>9</sup> [www.cyberpresse.ca/tribune/actualites/0210/act](http://www.cyberpresse.ca/tribune/actualites/0210/act)



production à respecter en terme de volume, jamais de maximum. De plus, jamais la qualité réelle du produit fini n'est évaluée, si non selon des critères secondaires ou complètement désuets ou intéressés.

Nous croyons qu'il est urgent que les élus dépassent leurs intérêts pécuniers et électoralistes à courte vue, et donnent un coup de barre afin de cesser de financer à coup de milliard la production agricole de type industriel tourné vers l'exportation. Les fonds publics devraient, le plus rapidement possible, être réorientés afin d'encourager les productrices et les producteurs qui favorisent des pratiques de gestion saines et qui produisent des denrées alimentaires qui répondent aux différents critères de l'agriculture biologique. Car loin de nourrir les populations affamées, l'actuel modèle de production agricole privilégie des populations qui peuvent manger 5 fois par jour au détriment de celles qui ne peuvent manger qu'une fois aux cinq jours. C'est ce que le président Lula est allé dire à Davos au G7 et aux transnationales, lui qui connaît bien les inégalités Nord-Sud.

Dans le contexte socio-économique actuel où sont encouragées: la spécialisation, l'utilisation des biotechnologies, la productivité et la rentabilité immédiate et à tout prix, nous avons besoin plus que jamais de gens compétents et sensibles aux conséquences des choix et décisions qui influencent tous les secteurs du vivant et mettront inévitablement en péril la survie même de l'espèce humaine sur la planète. À quoi nous servira-t-il que certains privilégiés d'entre nous aient les poches pleines de fric et des gros comptes de banque dans des paradis fiscaux quand la planète sera devenue invivable?

Toutes ces démonstrations, études et rapports illustrent l'inertie, donc la volonté de « non-action » de notre gouvernement face à la pollution agricole et aux dommages environnementaux. Nous sommes persuadés que ce gouvernement et la Financière agricole ne souhaitent pas soutenir des techniques et pratiques culturales connues et innovantes en agriculture afin de mettre sur pied des programmes d'aide à la conversion biologique de ce système agricole dont la rentabilité à moyen et long terme est loin d'être prouvée.

Parce que, l'ensemble de la population québécoise finance un modèle agro-industriel qui porte atteinte à la biodiversité et hypothèque le capital laissé aux générations futures et que le prix relié au mal-développement agro industriel actuel est trop cher payé au niveau de la santé humaine.

Les AmiEs de la terre de Québec recommande d'orienter et de promouvoir dès maintenant :

1. La mise en place d'un plan de transition à l'agriculture biologique par tranche successive sur une période de 4 ans, permettant à la terre de récupérer sa matière organique.
2. L'augmentation et l'injection de fonds dans la recherche et le développement au sujet de l'agriculture biologique ainsi qu'à un équipement agricole adapté.
3. Des programmes de sensibilisation et de formation aux agriculteurs à une agriculture biologique viable.
4. La vente dans les commerces de détail de produits biologiques.
5. L'encouragement à la multiplication de fermes petites et moyennes qui tiennent compte de la couleur régionale plutôt que d'une concentration de vastes fermes uniformisées.
6. Le bannissement des OGM. À très court terme, il faut faire en sorte que le Blé manipulé génétiquement ne soit jamais cultivé au Québec ni nul part sur la planète.

Dans la vague de la Révolution verte, on a oublié les diverses fins de l'agriculture pour en privilégier qu'une seule : l'enrichissement des producteurs. Pourtant, l'agriculture doit servir à régénérer les sols, réunir les gens, embellir les paysages, fournir des produits de bonnes qualités nutritives et de saveurs diversifiées aux communautés locales, réjouir les paysanNEs, etc.